

Paris - Les ministres hutus déchus sont partis.

John Follain

Reuters, 19 juillet 1994

PARIS, 19 juillet, Reuter - La France, qui ne veut pas courir le risque d'affrontements dans la zone humanitaire qu'elle contrôle au Rwanda, a fait savoir mardi que plusieurs ministres en fuite du gouvernement hutu déchu étaient entrés dans cette zone mais l'avaient quittée pour se rendre au Zaïre.

Après la victoire déclarée du Front patriotique rwandais (FPR), qu'a reconnue mardi Alain Juppé, la zone contrôlée par les forces de l'opération Turquoise est un des rares secteurs du pays qui ne soit pas tombé aux mains des rebelles.

Selon un haut responsable militaire français, Paris a acquis la certitude, à l'issue de contacts mardi matin avec le FPR que ses hommes ne tenteraient pas de pénétrer dans la zone.

"Une demi-douzaine de ministres et de responsables du gouvernement hutu sont entrés hier dans la zone de sécurité mais ils en sont partis aussitôt, direction Bukavu", a déclaré ce responsable à Reuter.

"Nous les avons vus venir, nous avons signalé leur présence à la force de maintien de la paix de la Minuar. C'est tout ce que nous pouvons faire. C'est au droit international de décider ce qu'il faut faire d'eux, c'est la Minuar qui est autorisée à arrêter ces gens", a-t-il ajouté.

Les fuyards seraient entrés dans la zone en plusieurs endroits dans les régions de Kibuye, au centre-ouest du pays, et de Karambo, plus à l'est.

"Pour autant que nous le sachions, il n'y a pas de membres de l'ancien gouvernement dans notre zone à l'heure actuelle", a-t-il ajouté, en rappelant que toutes les personnes pénétrant dans la zone avec des armes étaient désarmées par la France.

Maturité politique

L'officier a en outre estimé que le gouvernement en cours de formation autour du FPR faisait preuve de "maturité politique".

"Ce matin, le nouveau gouvernement s'est montré très responsable. Tout ce qu'il a demandé, c'est que la France reconnaisse sa souveraineté sur la zone de sécurité même s'il n'y pénètre pas avec des armes. Cela ne nous pose aucun problème", a-t-il dit.

"Je ne pense pas que le FPR entrera dans la zone. Je n'aurais pas dit ça voilà 48 heures mais ce gouvernement fait preuve de maturité politique", a-t-il ajouté.

L'officier a ajouté que la France espérait pouvoir retirer au moins un contingent symbolique de 300 hommes avant la fin du mois de juillet.

Le ministre des Affaires étrangères,

Alain Juppé, a déclaré mardi matin que la France avait décidé de dépêcher une mission auprès du gouvernement de transition en vue d'organiser la relève de la mission Turquoise.

“Un gouvernement de transition est en cours de constitution. Nous allons lui dépêcher une mission pour organiser la relève de l'opération Turquoise”, a-t-il dit au micro d'Europe 1.

Il a ajouté que s'il y avait un gou-

vernement légal au Rwanda, c'était à lui désormais “de rassurer et de sécuriser les populations”.

Alain Juppé a souligné que “la première manifestation de responsabilité” que la France attendait de la part du FPR était le respect du cessez-le-feu et de s'abstenir de bombarder les populations civiles. /FT

(c) Reuters Limited 1994